

simplement aller dans le sens d'une moindre résistance, là où le terrain est préparé et où des industries sont déjà établies, alors à quoi serviront ce ministère et ses incitations à l'interdépendance?

Le député de South Western Nova (M. Comeau) s'en est pris au gouvernement, notamment au ministre de l'Expansion économique régionale (l'hon. M. Marchand), du fait qu'il n'y avait pas de liaison entre les ministères. Il n'y a effectivement pas de liaison entre ce ministère et le ministère des Transports, non plus qu'avec celui des Postes. Le député a demandé comment, au nom du ciel, ces régions à faible croissance allaient jamais prendre place dans le grand courant de la vie canadienne si les ministres n'étudiaient même pas ce qui se passe quand il s'agit d'alléger les frustrations des provinces atlantiques.

Ce qui m'inquiète surtout c'est qu'on ne se rend pas compte du caractère très complexe de l'expansion urbaine. J'ai été heureux d'entendre le député d'York-Nord (M. Givens) en parler brièvement dans son discours. Mon cœur a bondi de joie, car je m'attendais à une sortie en règle contre le gouvernement actuel de la part du député d'York-Ouest. Cet ancien maire de Toronto a déclaré que, s'il s'était trouvé du côté ministériel, il aurait fait en sorte qu'il soit question des problèmes de l'expansion urbaine dans le discours du trône.

Dans les années 70, le Canada comptera quelque 25 millions d'habitants. D'après les statistiques recueillies, dans les années 80 elle sera concentrée dans 29 grandes villes. On a mentionné Toronto et Montréal; on pourrait même ajouter Hamilton. Dans 10 ou 15 ans, la population de l'Ontario atteindra 10 millions. Tous ces faits démontrent l'importance qu'il faut accorder aux problèmes de l'urbanisation. En toute déférence à l'égard de mes amis ruraux, nous devons tenir compte des réalités.

Nous devons nous préoccuper de la qualité de la vie dans les centres urbains. Nous devons nous préoccuper du crime, de la maladie mentale, de la dépression, de la frustration, de l'alcoolisme et de la narcomanie. Un membre de notre parti a déclaré hier que le seul conseil qu'il pouvait donner aux jeunes Canadiens était de cesser de se droguer. Tant qu'on ne m'aura pas démontré que l'usage de la marijuana peut être utile et tant que la chose ne sera pas admise, je m'y opposerai. Et je dis aux jeunes Canadiens: Cessez de vous droguer.

Des voix: Bravo!

[M. Alexander.]

M. Alexander: L'expansion urbaine ne peut signifier aujourd'hui que ces malaises de notre milieu dont je viens de parler. Cette expansion soutenue de nos villes se poursuivra incontestablement, et pourtant le discours du trône ne tient pas compte d'un des plus grands défis que notre pays ait jamais eu à relever, savoir qu'on reconnaisse l'existence de ce grave problème auquel font face de nombreux Canadiens. La négligence du gouvernement à aborder les nombreux problèmes sociaux et économiques a créé chez de nombreux Canadiens une attitude de profonde inquiétude et de déception.

• (2.40 p.m.)

Un des points faibles du gouvernement, me semble-t-il—et ceci soit dit sans vouloir méjuger de sa sagesse—est son refus persistant de s'attaquer de front aux problèmes vitaux qui menacent le Canada et qui pèsent de jour en jour plus lourdement sur l'esprit et la bourse des Canadiens de toutes catégories. Pour le dire dans mes propres mots, on s'est toujours refusé à examiner les problèmes concrets ou quotidiens—certains, comme l'ancien ministre chargé de l'habitation, ont peut-être des expressions plus imagées pour les décrire. Cette attitude négative est devenue l'une des armes les plus inquiétantes entre les mains du gouvernement, dont la tendance est de laisser la nature suivre son cours, en accélérant simplement le processus. Ce n'est pas une politique, cela monsieur l'Orateur, c'est accentuer la pente qui mène au désastre.

Des voix: Bravo!

M. Alexander: Il nous faut reconnaître que la question de la croissance urbaine est un objet d'intérêt immédiat et de profond souci, tant pour la nation que pour l'agrément de la vie quotidienne au Canada. Cependant, aucun des problèmes fondamentaux qui touchent cette dernière ne semble avoir donné le branle à l'imagination de notre élégant premier ministre (M. Trudeau) ou à celle de sa moins brillante cohorte de penseurs, de théoriciens et de jeunes dans le vent. Dans ces conditions, la société juste est un leurre, et nous la promettre est une insulte à notre intelligence. Tout au plus, est-ce encore un slogan bon pour les élections, bien qu'il ait été presque totalement dénoncé par le cultivateur, le pêcheur, le citoyen et les quatre millions de pauvres au Canada. Pour employer une formule populaire: le gouvernement ne doit plus laisser les pauvres le bec à l'eau.

Après tout, qu'avons-nous à espérer? On a dit que le premier ministre n'avait rien